

RESOLUTION DU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

A LA SUITE DES NOUVELLES ATTAQUES DE L'ADMINISTRATION AMERICAINE ET DES JURIDICTIONS RUSSES A L'ENCONTRE DE PLUSIEURS JUGES DE LA CPI

Adoptée par l'Assemblée générale du 09 janvier 2026

Le Conseil national des barreaux, réuni en assemblée générale, le 09 janvier 2026,

CONNAISSANCE PRISE de l'annonce de sanctions par l'administration américaine visant deux nouveaux juges de la CPI (Gocha Lordkipanidze et Erdenebalsuren Damdin), ces sanctions s'ajoutant à celles visant déjà neuf autres juges et le procureur de la CPI, en février et mars 2025.

CONNAISSANCE PRISE des conséquences de ces mesures sur les juges et procureurs sanctionnés, lesquels sont interdits d'entrée sur le sol américain, voient leurs avoirs détenus aux Etats-Unis gelés, leurs comptes bancaires fermés, leurs cartes bancaires annulées et toute transaction bancaire interdite.

CONNAISSANCE PRISE de la condamnation par contumace, le 12 décembre dernier, par un tribunal de Moscou, de huit juges de la CPI ainsi que du procureur Karim Khan, à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison ferme, pour avoir émis le mandat d'arrêt contre le président russe pour le crime de guerre présumé de « déportation illégale d'enfants », dans le cadre de l'offensive menée par Moscou en Ukraine.

RAPPELLE les termes de la résolution adoptée le 11 avril 2025 dénonçant fermement les pressions inadmissibles contre la communauté juridique américaine et internationale, qui subit des restrictions, des menaces et des pressions intolérables ;

DENONCE une atteinte flagrante à l'indépendance d'une institution judiciaire impartiale et la mise en danger de l'ordre juridique international qui concourt à l'État de droit dans le monde.

EXPRIME sa solidarité à l'ensemble des juges et personnels de la Cour récemment sanctionnés ;

RAPPELLE son attachement au travail de la Cour pénale internationale, aux dispositions du Statut de Rome et plus généralement à l'ensemble des dispositifs de justice pénale internationale, composante de l'État de droit, qui concourent à la lutte contre l'impunité des crimes les plus graves.

* *

Fait à Paris le 9 janvier 2026